*Article 31 du Règlement***L'EMPLOI****LES COUPURES DANS LES PROGRAMMES DE FORMATION**

M. Howard McCurdy (Windsor—Lake St. Clair): Merci, monsieur le Président. Hier, la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall), sans son élégant cigare, a exhorté le député de Nickle Belt (M. Rodriguez) à cesser de se plaindre et à aider ses électeurs à profiter de la Planification de l'emploi afin de pouvoir obtenir des emplois plus rémunérateurs et améliorer ainsi leur situation. Ce que les politiques du gouvernement peuvent être hypocrites et complètement idiotes! Au moment même où la ministre parlait, le gouvernement coupait 13 cours de formation au collège St. Clair, à Windsor. Les inscriptions à ces cours étaient nombreuses, atteignant même le nombre maximum dans la moitié des cas. Cent personnes qui visaient ces emplois plus rémunérateurs promis par la ministre ont vu leurs espoirs s'effondrer. Ainsi, ce gouvernement, qui ne cesse de parler de compétitivité et d'une main-d'oeuvre plus instruite et mieux formée, montre que tout cela n'est pas sérieux et porte un autre coup au système des collèges communautaires déjà dangereusement affaibli par les conservateurs.

* * *

[Français]

L'ACCORD DU LAC MEECH**LA RECONNAISSANCE ABSOLUE DU QUÉBEC COMME SOCIÉTÉ DISTINCTE**

Mme Nicole Roy-Arcelin (Ahuntsic): Monsieur le Président, alors que huit provinces sur dix ont déjà approuvé l'Accord du Lac Meech, il se trouve des prophètes de malheur à la Chambre, dans ce pays, qui agitent encore le spectre de la désunion. Aveuglés par l'irrationnel et l'illogisme, ils sont incapables de reconnaître la spécificité culturelle et linguistique de la province de Québec qui, société distincte, n'en constitue pas moins le fleuron qui fait la beauté du Canada.

Monsieur le Président, depuis le référendum de 1981, le Québec a déjà dit oui au Canada, et dans cette union démocratique volontaire, sa fidélité ne peut se reposer que sur la reconnaissance absolue de son caractère distinct par son partenaire canadien.

Monsieur le Président, au nom de mes concitoyens d'Ahuntsic, je dis à tous ceux qui veulent faire l'histoire à reculons: Le Canada sera encore plus grand en acceptant le Québec comme société distincte.

• (1410)

[Traduction]

LA RÉFORME FISCALE**LES CONSÉQUENCES POUR LES PERSONNES ÂGÉES**

Mme Beryl Gaffney (Nepean): Monsieur le Président, j'interviens à propos d'un problème que le gouvernement préférerait peut-être passer sous silence, mais qui n'échappe pas à l'attention des Canadiens. Je parle de la réforme fiscale et des nombreuses surprises qui attendent les Canadiens, surtout les personnes âgées, lorsqu'ils remplissent leur déclaration d'impôt de 1988.

Le traitement des frais médicaux, et plus précisément la conversion de la déduction de ces frais en un crédit de 17 p. 100, figure parmi les changements les plus préoccupants.

Cette conversion représente, pour les personnes âgées notamment qui paient des frais médicaux élevés parce qu'elles doivent suivre des traitements coûteux, un impôt supplémentaire de plusieurs milliers de dollars. En Ontario, une personne dont les frais médicaux s'élèvent à 30 000\$ paiera 5 400\$ de plus.

Pourquoi le gouvernement a-t-il établi un crédit d'impôt de 17 p. 100 au titre des frais médicaux au lieu de 29 p. 100 comme c'est le cas pour le crédit d'impôt au titre des dons de charité? Pourquoi pressure-t-il encore les personnes âgées?

Je demande au ministre des Finances (M. Wilson) de remédier à cette situation épouvantable.

* * *

LES ALIMENTS**LES VIANDES ROUGES—L'INFORMATION ERRONÉE DIFFUSÉE PAR RADIO-CANADA**

M. A. H. Harry Brightwell (Perth—Wellington—Waterloo): Monsieur le Président, vendredi dernier, j'ai entendu à mon réveil une nouvelle incroyable au bulletin de nouvelles du réseau anglais de Radio-Canada. On y disait que chaque année, deux millions de Canadiens deviennent malades et des centaines meurent d'avoir mangé des viandes rouges.

Les chiffres provenaient d'une étude des maladies provoquées par un empoisonnement alimentaire, et avaient été ajustés avec un coefficient de 350 tenant compte de l'hypothèse voulant que beaucoup de ces cas ne sont pas reconnus comme des empoisonnements alimentaires et ne sont donc pas signalés.

En tant que vétérinaire, la connaissance que j'ai de la qualité des viandes rouges produites au Canada m'a fait comprendre immédiatement que la nouvelle était erronée. Mais le consommateur moyen le saurait-il? Non. Il